

Der Verfassungsgerichtshof, Kleine Kammer,
zusammengesetzt aus dem Präsidenten P. Nihoul und den referierenden Richtern T. Detienne und W. Verrijdt,
unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant,
erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 7. November 2022 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. November 2022 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Regierung der Französischen Gemeinschaft, unterstützt und vertreten durch RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigkeitserklärung von Artikel 3 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 18. Februar 2022 « zur Abänderung des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997 und des Kodex des Sekundarunterrichts vom 17. Dezember 2010, was ergänzende Maßnahmen für die Einschreibungsgebühr bezüglich der Vorrangs- und Rangordnungskriterien betrifft » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Mai 2022).

Am 12. Dezember 2022 haben die referierenden Richter T. Detienne und W. Verrijdt in Anwendung von Artikel 71 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Präsidenten davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, dem in Kleiner Kammer tagenden Gerichtshof vorzuschlagen, einen Entscheid zu erlassen, in dem festgestellt wird, dass die Nichtigkeitsklage offensichtlich unzulässig ist.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft beantragt die Nichtigkeitsklärung von Artikel 3 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 18. Februar 2022 « zur Abänderung des Grundschuldekrets vom 25. Februar 1997 und des Kodex des Sekundarunterrichts vom 17. Dezember 2010, was ergänzende Maßnahmen für die Einschreibungsgebühr bezüglich der Vorrangs- und Rangordnungskriterien betrifft ».

B.2.1. Der Verfassungsgerichtshof ist dafür zuständig, über Klagen auf Nichtigkeitsklärung von Gesetzen, Dekreten oder Ordonnanzen zu befinden (Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof). Solche Klagen können insbesondere von der Regierung einer Gemeinschaft erhoben werden (Artikel 2).

B.2.2. Artikel 7 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof bestimmt:

« Wird die Klage vom Ministerrat, von der Regierung einer Gemeinschaft oder einer Region oder vom Präsidenten einer gesetzgebenden Versammlung eingereicht, fügt die klagende Partei ihrer Klageschrift außerdem eine beglaubigte Abschrift des Beschlusses bei, durch den sie entschieden hat, die Klage einzureichen ».

B.2.3. Kein solches Schriftstück wurde der Nichtigkeitsklageschrift beigelegt.

B.3. Im Gegensatz zu dem, was die Regierung der Französischen Gemeinschaft geltend macht, können weder eine nach der Einreichung der Klageschrift getroffene Bestätigungsentscheidung, noch der Nachweis für das Einverständnis der Kabinettschefs der Regierungsmitglieder diesen Mangel beheben.

B.4. Die Nichtigkeitsklage ist offensichtlich unzulässig.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof, Kleine Kammer,

einstimmig entscheidend,

weist die Klage zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 16. Februar 2023.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
P. Nihoul

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/40023]

12 JANVIER 2023. — Décret modifiant le décret du 19 mai 2004 instituant un fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur et d'autres dispositions en matière de mobilité étudiante

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I. — *dispositions modifiant le décret du 19 mai 2004 instituant un fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur*

Article 1^{er}. Dans l'intitulé du décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, les mots "étudiante au sein de l'espace européen de" sont remplacés par le mot "dans".

Art. 2. L'article 1^{er} du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur tels que visés aux articles 10, 11, 12 et 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. ».

Art. 3. L'article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 2. Un Fonds d'aide à la mobilité est créé.

Ce fonds est destiné à soutenir toute forme de mobilité étudiante et de jeunes diplômés, au sens de ce décret.

Par "jeunes diplômés", on entend les étudiants diplômés depuis moins d'un an, disposant de 12 mois postérieurs à leur diplomation pour réaliser une mobilité dans tout type d'intégration professionnelle liée à leur formation, et à condition d'avoir reçu l'approbation de leur établissement d'enseignement supérieur pour cette mobilité au cours de leur dernière année d'études. ».

Art. 4. L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 3. - Les crédits disponibles affectés au Fonds d'aide à la mobilité sont accordés pour:

1° financer des bourses de mobilité :

a. pour les étudiants poursuivant, avec l'accord de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel ils sont inscrits, une partie de leurs études supérieures dans un établissement ou un organisme hors de la Communauté française, à des fins d'étude ou de stage ;

b. pour les jeunes diplômés poursuivant, avec l'accord de l'établissement d'enseignement supérieur diplômant, une activité d'intégration professionnelle dans un établissement ou un organisme hors de la Communauté française ;

2° soutenir l'organisation de la mobilité par l'établissement porteur du projet de mobilité, sans que ce soutien ne puisse représenter plus de 10% du budget disponible. En cas de séjour, le soutien à l'organisation de la mobilité est de minimum 1 jour et de maximum 5 jours.

Dans ce cadre, 10% minimum des crédits disponibles du Fonds d'aide à la mobilité sont consacrés à l'octroi de bourses de mobilité pour les étudiants ou jeunes diplômés dits " avec moins d'opportunités " tels que visés à l'article 4, alinéa 1^{er}. ».

Art. 5. L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 4. - Un taux majoré est accordé aux étudiants dits " avec moins d'opportunités », définis comme ceux étant désavantagés en comparaison à leurs pairs en raison de facteurs d'exclusion listés et mis à jour par la Commission européenne, et tels que visés par l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en ce inclus les bénéficiaires d'une allocation d'études en application du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études ainsi que les étudiants à revenus modestes, tels que visés à l'article 105, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Un soutien financier spécifique ou complémentaire peut être accordé aux étudiants bénéficiaires au sens du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap. ».

Art. 6. L'article 5 du même décret est abrogé.

Art. 7. L'article 6 du même décret est abrogé.

Art. 8. L'article 7 du même décret est abrogé.

Art. 9. À l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1 est remplacé par ce qui suit :

« Un Conseil supérieur de la mobilité est créé. Il est accueilli par l'ARES qui en assure le support logistique et administratif, notamment son secrétariat, en collaboration avec le Directeur de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ci-après " l'Agence ». ».

Le Conseil supérieur a pour missions de :

1° formuler, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, des avis et des recommandations sur toutes questions afférentes à la mobilité dans l'enseignement supérieur ;

2° formuler des avis et des recommandations sur la proposition d'attribution d'aide aux projets Erasmus+, ou programmation ultérieure, dans l'enseignement supérieur ;

3° décider de la répartition des subsides octroyés aux établissements d'enseignement supérieur, dans le respect de la clé de répartition fixée par le Gouvernement ;

4° fixer les conditions et les modalités d'octroi des bourses de mobilité et du soutien à l'organisation de la mobilité par l'établissement, en ce compris les taux des bourses de mobilité et les montants du soutien à leur organisation, dans le respect des conditions fixées par le Gouvernement ;

5° participer à la gestion, par l'Agence, du programme de bourses de mobilité.

Il est composé d'experts désignés par le Gouvernement, de représentants des organisations représentatives des étudiants et de représentants des différents types d'établissements d'enseignement supérieur, selon les modalités fixées par le gouvernement.

Le Gouvernement fixe en outre les modalités de fonctionnement de ce Conseil. » ;

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 10. Les articles 9 à 11 du même décret sont abrogés.

CHAPITRE II. — *disposition modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

Art. 11. À l'article 21 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'alinéa 1^{er} est complété par un littéra 28° rédigé comme suit : « 28° d'accueillir et d'assurer le support logistique et administratif du Conseil supérieur de la mobilité. ».

CHAPITRE III. — *entrée en vigueur*

Art. 12. Le présent décret produit ses effets à partir de l'année académique 2022-2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 janvier 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 475-1. - Rapport de commission, n° 475-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 475-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 11 janvier 2023

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/40023]

12 JANUARI 2023. — Decreet tot wijziging van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een "Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur" (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs) en andere bepalingen inzake studentenmobiliteit

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een "Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur" (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs)

Artikel 1. In het opschrift van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een " Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur » (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs), worden de woorden "studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van " vervangen door de woorden "mobiliteit in".

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

" Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het geheel van de instellingen voor hoger onderwijs zoals bedoeld in de artikelen 10, 11, 12 en 13 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies. ».

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 2. Er wordt een Steunfonds voor mobiliteit opgericht.

Dit fonds is bedoeld ter ondersteuning van alle vormen van studentenmobiliteit en pas afgestudeerden, in de zin van dit decreet.

Onder "pas afgestudeerden" wordt verstaan de studenten die minder dan een jaar afgestudeerd zijn, met 12 maanden na hun afstuderen om mobiliteit te bereiken in elke vorm van professionele integratie die verband houdt met hun opleiding, en op voorwaarde dat ze de goedkeuring hebben gekregen van hun instelling voor hoger onderwijs voor deze mobiliteit tijdens hun laatste studiejaar."

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 3. - De beschikbare kredieten toegewezen aan het Steunfonds voor mobiliteit worden toegekend om :

1° mobiliteitsbeurzen te financieren:

a. voor studenten die, met toestemming van de instelling voor hoger onderwijs waar zij ingeschreven zijn, een deel van hun hogere studies volgen in een inrichting of een instelling buiten de Franse Gemeenschap, voor studie- of stagedoelinden;

b. voor pas afgestudeerden die, met toestemming van de diplomerende instelling van hoger onderwijs, een activiteit van beroepsintegratie uitoefenen in een inrichting of een instelling buiten de Franse Gemeenschap;

2° de organisatie van de mobiliteit te ondersteunen door de instelling die het mobiliteitsproject uitvoert, zonder dat deze steun meer dan 10% van het beschikbare budget vertegenwoordigt. Bij verblijf is de ondersteuning voor de organisatie van mobiliteit minimaal 1 dag en maximaal 5 dagen.

In dit kader wordt minimaal 10% van de beschikbare kredieten uit het Steunfonds voor mobiliteit besteed aan het toekennen van mobiliteitsbeurzen aan "kansarme" studenten of pas afgestudeerden, zoals bedoeld in artikel 4 , eerste lid."

Art. 5. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Artikel 4. – Er wordt een hoger tarief toegekend aan studenten die “kansarmen” worden genoemd, gedefinieerd als degenen die benadeeld zijn in vergelijking met hun leeftijdsgenoten vanwege uitsluitingsfactoren die zijn opgesomd en bijgewerkt door de Europese Commissie, en zoals bedoeld door het Franstalige agentschap voor levenslang leren en vorming, met inbegrip van de begunstigen van een studietoelage krachtens het decreet van 18 november 2021 tot regeling van studietoelagen, alsook studenten met een laag inkomen, zoals bedoeld in artikel 105, § 3, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Aan begunstigde studenten in de zin van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs voor studenten met een handicap kan specifieke of bijkomende financiële steun worden verleend.”.

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“Er wordt een Hoge Raad voor mobiliteit opgericht. Hij wordt gehost door ARES, die de logistieke en administratieve ondersteuning biedt, met name het secretariaat, in samenwerking met de directeur van het Franstalige Agentschap voor Levenslang Leren en Vorming, hierna “het Agentschap” genoemd.

De Hoge Raad heeft als opdrachten :

1° op initiatief of op verzoek van de Regering adviezen en aanbevelingen te formuleren over alle vraagstukken in verband met mobiliteit in het hoger onderwijs;

2° adviezen en aanbevelingen te formuleren over het voorstel voor de toekenning van steun aan “Erasmus+”-projecten, of latere programmering, in het hoger onderwijs;

3° een beslissing te nemen over de verdeling van de subsidies toegekend aan instellingen voor hoger onderwijs, met inachtneming van de verdeelsleutel bepaald door de Regering;

4° de voorwaarden en de nadere regels te bepalen voor het toekennen van mobiliteitsbeurzen en steun aan de organisatie van mobiliteit door de instelling, met inbegrip van de tarieven van de mobiliteitsbeurzen en de bedragen van de steun aan hun organisatie, met inachtneming van de voorwaarden bepaald door de Regering;

5° deel te nemen aan het beheer, door het Agentschap, van het programma van mobiliteitsbeurzen.

Hij is samengesteld uit deskundigen aangewezen door de Regering, uit vertegenwoordigers van de representatieve studentenverenigingen en uit vertegenwoordigers van de verschillende types instellingen voor hoger onderwijs, volgens de nadere regels bepaald door de regering.

De regering bepaalt bovendien de nadere regels voor de werking van deze Raad.” ;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 10. De artikelen 9 tot 11 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.*

Art. 11. In artikel 21 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt het eerste lid aangevuld met een littera 28°, luidend als volgt : “28° het hosten en het verlenen van logistieke en administratieve steun van de Hoge Raad voor mobiliteit.”.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 12. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2022-2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 januari 2023.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 475-1. - Verslag van de commissie, nr. 475-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 475-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 11 januari 2023.